

Maitrise d'ouvrage :

OGEC NOTRE DAME DES MISSIONS SAINT PIERRE

4 rue du Président Kennedy
94220 CHARENTON LE PONT

Projet d'agrandissement et de rénovation du lycée

**Cahier des Clauses Administratives et Particulières
C.C.A.P.**



MAITRISE D'ŒUVRE :	
ED Architectes 11 rue Jouvenet 75016 PARIS T : 01 44 14 95 00 - Fax : 01 44 14 95 15 peskine@edarchitectes.net piron@edarchitectes.net	B.E.T P.CÉ TECH 8 quai Bir Hakeim 94410 SAINT MAURICE T : 01 45 11 76 00 – Fax : 01 45 11 76 01 p.cetech@wanadoo.fr
B. E. T. SATES 12 imp. des Terrasses de Seine 91450 Soisy-sur-Seine T : 01 69 89 07 38 - Fax : 01 60 75 77 82 sates@wanadoo.fr	BET Structure Jean-Pierre Miécaze 47 rue de Charenton 75012 Paris Tél. : 01 44 73 40 50 - Fax. : 01 44 73 40 30 jpm-cofer@wanadoo.fr
Bureau de contrôle BTP Consultants La Centrale 2 460 La Courtine 93194 Noisy-le-Grand Cedex T : 01 55 85 17 60 - Fax : 01 55 85 17 78 eric.fimbel@btp-consultants.fr	SPS DEKRA Conseil HSE 34-36 rue Alphonse Pluchet BP 200 - 92225 Bagneux cedex T : 01 55 48 22 21 - Fax : 01 55 48 22 90 joaquim.lopes@dekra.com
Fondations Spéciales ROCSOL 36 rue d'Estienne d'Orves 92120 Montrouge T : 01 42 53 18 18 – Fax : 01 42 53 53 20 rocsol@free.fr	Paysagiste OUTSIDE 27, rue de Lozère 91400 ORSAY T : 01 60 14 47 84 – Fax : 01 69 31 07 98 outside@outsidepaysage.com

SOMMAIRE

1.01- NOTICE DE PRESENTATION DE L'OPERATION ET DE LA CONSTRUCTION	6
1.01.1. HISTORIQUE DU SITE	6
1.01.2. DESCRIPTION DES CONTRAINTES - PHASAGE DES TRAVAUX	6
1.02.- DEFINITION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	6
1.03.- PARTIES CONTRACTANTES	6
1.03.1.- RELATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	6
2.01.- LE MARCHE	8
2.01.1.- CONCLUSION DU MARCHE.....	8
2.01.2.-ACCEPTATION DU MARCHE	8
2.01.3.- APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	9
2.01.4.- FORCE MAJEURE.....	9
2.01.5.- VARIATION DES CHARGES LEGALES.....	9
2.02.- TROUS - SCELLEMENTS - RACCORDS.....	9
2.03. – DOCUMENTS CONSTITUANTS LE MARCHE.....	9
2.03.1.- PIECES NON JOINTES AU PRESENT CCAP	10
2.03.2.- ORDRE DE PRESEANCE DES DOCUMENTS	10
2.04 - DESIGNATION DES LOTS	11
2.05.- DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	11
2.06.- RENSEIGNEMENTS AUX ENTREPRISES EN COURS DE CONSULTATION	12
2.07.- RESPECT DES DISPOSITIONS DU PERMIS DE CONSTRUIRE	12
2.08.- AUTRES DISPOSITIONS A RESPECTER	12
2.09.- ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS	12
2.11.- SOUS TRAITANCE	13
2.12.- MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	13
3.01.- ORGANISATION – HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER	14
3.01.1.- OBLIGATIONS TRAITANTES DE L'ENTREPRENEUR	14
4.01.- REPRESENTATION DES PARTIES – COMMUNICATIONS	14
4.01.1.- REPRESENTATION DES PARTIES	14
4.01.2.- DESIGNATION DES REPRESENTANTS ET ELECTION DE DOMICILE.....	14
4.01.3.- COMMUNICATION PAR ECRIT ET NOTIFICATION	14
4.01.4.- PRESENCE AUX RENDEZ VOUS DE CHANTIER	14
5.01.- DOCUMENTS A ETABLIR PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION	15
5.01.1.- ÉTABLISSEMENT EN COMMUN DES DOCUMENTS	15
6.01.- CONDITIONS TECHNIQUE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	15
6.01.1.- FOURNITURE ET TRAVAUX.....	15
6.01.1.1 - Qualité	15
6.01.1.2.- Conformité	15
6.01.1.3.- Marques de nivellement, piquetage.....	15
6.01.1.4.- Installations techniques	15

6.02.- MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS.....	16
6.03.- CHOIX ET QUALITE DES FOURNITURES.....	16
6.04.- ÉTUDES SPECIALES	16
6.05.- CONTRAINTES.....	16
6.06.- PRIMES POUR AVANCE	16
7.01.- PENALITES	16
7.01.1.- Pénalités pour retard dans la remise des documents	16
7.01.2.- Délais et retenues pour remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).....	16
7.01.3.- Pénalités pour retards ou absences aux rendez vous de chantier	16
7.01.4.- Pénalités pour retard dans les travaux.....	17
7.01.5.- Autres pénalités prévues	17
8.01.- DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	17
8.01.1.- PLANNING DES TRAVAUX.....	17
8.01.2.- DELAI DE PREPARATION	17
8.01.3.- DECOMPOSITION DU DELAI D'EXECUTION.....	18
8.01.4.- ORIGINE DU DELAI D'EXECUTION	18
8.02.- PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	18
8.02.1.- JOURNEES D'INTEMPERIES	18
8.03.- MODIFICATION DE TRAVAUX ET TRAVAUX IMPREVUS.....	18
8.03.1.- RETARD DE REGLEMENT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	18
8.03.2.- RETARD DANS LES FORMALITES OU DELIVRANCE DES ORDRES DE SERVICES.....	18
8.03.3.- TRAVAUX SANS AUTORISATION	19
8.03.4.- TRAVAUX SUR INJONCTION ADMINISTRATIVE – DECISIONS JUDICIAIRES ET/OU ARBITRAGE	19
8.03.5.- TRAVAUX URGENT INTERESSANT LA STABILITE DU BATIMENT	19
8.03.6.- TRAVAUX SUR DEPENSES CONTROLEES	19
9.01.- COORDINATION ENTRE LES ENTREPRENEURS.....	19
9.01.1.- ENTREPRENEURS GROUPES	19
9.01.2.- ENTREPRENEURS SEPARES.....	19
10.01.- PROTECTION DES OUVRAGES.....	19
10.01.1.- CONTRE LES RISQUES DE VOLS ET DE DETOURNEMENT.....	19
10.01.2.- CONTRE LES RISQUES DE DETERIORATION	20
10.01.3.- SINISTRE EN COURS DE TRAVAUX OU PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE.....	20
10.01.4.- GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR	20
11.01.- DEPENSES D'INTERET COMMUN – COMPTE PRORATA.....	20
12.01.- CONDUITE DES TRAVAUX.....	20
12.01.1.- VISITES ET INVESTIGATIONS	20
12.01.2.- ORDRES DE SERVICES	20
12.02.- EXAMENS, ESSAIS ET ÉPREUVES	21
12.03.- ATTACHEMENTS.....	21
12.04.- EVACUATION DU CHANTIER.....	21
13.01.- RECEPTION.....	21
13.01.1.- DISPOSITIONS GENERALES	21
13.01.2.- RECEPTION AMIABLE	21

13.02.- PERIODE DE GARANTIE	22
14.01.- CONSTATATIONS DES DROITS A PAIEMENTS.....	23
14.01.1.- ÉTAT DES SITUATIONS.....	23
14.01.2.- VALEURS DE CERTAINS POSTES COMPTES EN SITUATION	23
14.01.3.- APPROVISIONNEMENTS	23
14.01.4.- DELAI DE REMISE DE SITUATIONS ET REGLEMENTS.....	24
14.01.5.- VERIFICATION DE SITUATIONS – DECOMPTES PROVISOIRES	24
14.01.6.- MEMOIRE DEFINITIF ET DECOMPTE GENERAL DEFINITIF.....	24
15.01.- PAIEMENTS.....	24
15.01.1- AVANCE DE DEMARRAGE	24
15.01.2.- ACOMPTES	24
15.01.3.- SOLDE	24
15.02.- RETENUE DE GARANTIE	24
15.03.- GARANTIE AUX SOUS TRAITANTS	25
15.04.- DELEGATION DE PAIEMENT AUX SOUS TRAITANTS.....	25
15.05.- INTERETS MORATOIRES	25
15.06.- GARANTIE DE PAIEMENT (ARTICLE 1799-1 DU CODE CIVIL).....	25
16.01.- CONSTESTATIONS	25
16.01.1.- MISE EN DEMEURE.....	25
16.01.2.- ARBITRAGE	25
16.01.3.- TRIBUNAL COMPETENT	25
17.01.- CESSATION ABSOLUE OU AJOURNEMENT DES TRAVAUX DU FAIT DU MAITRE D'OUVRAGE	26
18.01.- RESILIATION.....	26
18.02.- CONSEQUENCE DE LA RESILIATION	26
19.01.- ASSURANCE RESPONSABILITE	27
19.02.- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE CONSTRUCTEUR.....	27
19.03.- ASSURANCES DE TRAVAUX (DITES ASSURANCES DE RESPONSABILITE DECENNALE).....	28
19.04.- ASSURANCES DES SOUS TRAITANTS "EN CASCADE"	28
19.05.- ASSURANCES DES MAITRES D'ŒUVRES, INGENIEURS CONSEIL, BET :	28
19.06.- ASSURANCE DES FABRICANTS SOUMIS A LA LOI DU 4 JANVIER 1978.....	28
19.07.- ASSURANCE DE TECHNIQUES NON COURANTE, TECHNIQUE NOUVELLE OU NON NORMALISEE TRAVAUX DE SPECIALITES OU DE CARACTERE EXCEPTIONNEL	29
19.08.- ATTESTATIONS D'ASSURANCES	29
19.09.- PAIEMENT DES PRIMES.....	29
19.10.- POLICE D'ASSURANCES DOMMAGES OUVRAGES.....	30
19.11.- POLICE TOUS RISQUE CHANTIER	30
19.12.- TRAVAUX DE GENIE CIVIL.....	30

19.13.- POLICE UNIQUE DE CHANTIER	30
19.14.- ASSURANCES RELATIVES AUX BIENS DE L'ENTREPRENEUR	30
19.15.- MODIFICATIONS DES CONTRATS	30
19.16.- PROPRIETE, CONFIDENTIALITE	31
20.16.1.- INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.....	31
20.16.2.- BREVETS - DROIT D'AUTEUR	31
19.17.- ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION	31
ANNEXE 01	32
COMPTE PRORATA ET COMPTE INTER ENTREPRISES : 2%.....	32
11.01.- GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA	32
11.01.1.- GENERALITES.....	32
11.01.2.- GESTION – ADMINISTRATION – REGLEMENT	32
11.02.- INSCRIPTIONS AU COMPTE PRORATA	32
11.03.- SOLDE	33
11.04.- COMPTE INTER ENTREPRISES.....	33
11.05.- GESTION DE CHANTIER.....	33
11.06.- NETTOYAGE DU CHANTIER	33
11.06.01 . <i>Tableau de liaison inter entreprises</i>	35
ANNEXE 2	37
LISTE DES PIECES DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES A REMETTRE PAR LES ENTREPRISES	37

1.01- NOTICE DE PRESENTATION DE L'OPERATION ET DE LA CONSTRUCTION

1.01.1. HISTORIQUE DU SITE

L'ensemble scolaire Notre Dame des Missions Saint Pierre, d'enseignement privé sous contrat d'état, accueille des élèves de la maternelle à la terminale.

Les travaux du présent appel d'offres concernent l'agrandissement de l'ensemble scolaire.

1.01.2. DESCRIPTION DES CONTRAINTES - PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux se dérouleront en limite d'un site en exploitation et aux contraintes bien particulières :

- Occupation permanente du site voisin en période scolaire
- Travail permanent des élèves

Les contraintes réglementaires liées à l'exploitation de ce type de bâtiment (type R de 2^{ème} catégorie), imposent que les escaliers restent en usage et accessibles pendant les travaux. Aussi les travaux qui les concernent devront être réalisés pendant les périodes de congés scolaires, périodes pendant lesquelles les étudiants sont absents du site.

La grue du chantier sera clairement isolée. En cas de passage éventuel des élèves, une protection spécifique sera réalisée.

Les nuisances liées à un chantier de ce type devront également faire l'objet de programmations et de phasages particuliers de manière à en minimiser l'impact sur les occupants.

Le respect de la charte « Chantier à faible nuisances » (annexé au présent dossier de consultation) est un impératif auquel veillera l'équipe de Maîtrise d'œuvre.

1.02.- DEFINITION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Le Maître de l'Ouvrage est: **OGEC NOTRE DAME DES MISSIONS ST PIERRE**
4 rue du Président Kennedy
94220 CHARENTON LE PONT

1.03.- PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont : D'une part, le Maître de l'Ouvrage défini ci-dessus

D'autre part, l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux du lot, objet de son Marché, appelée dans les pièces contractuelles, l'Entrepreneur.

1.03.1.- RELATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

Le Maître de l'Ouvrage n'est appelé à intervenir, pour des décisions d'ordre technique ou relatives à des mesures d'organisation ou de direction de chantier, que sur proposition du Maître d'Oeuvre. Si le Maître de l'Ouvrage donne directement des ordres à l'Entrepreneur, celui-ci doit, avant toute exécution, en informer le Maître d'Oeuvre.

En complément de l'article 6 du C.C.A.G., il est rappelé à l'Entrepreneur l'obligation d'être représenté, en permanence sur le chantier, par un chef de chantier, dûment habilité, capable notamment de l'alerter sur tout problème d'approvisionnement, de livraison et d'exécution.

Le Maître d'ouvrage n'est appelé à intervenir pour des décisions d'ordre technique ou relatives à des mesures d'organisation et de direction de chantier que sur propositions du Maître d'œuvre. Il s'interdit de donner directement des ordres à l'Entrepreneur.

Dans tous les cas, tant pour l'objet du marché que pour ses avenants éventuels, la fourniture et la mise en œuvre des matériaux étant de l'essence même de la profession d'entrepreneur de bâtiment, les entreprises seront les seules responsables vis-à-vis du Maître d'Ouvrage des désordres constatés sans pouvoir se décharger au préjudice de ce dernier de tout ou partie de cette responsabilité.

La Maîtrise d'Ouvrage est représentée par :

OGE C NOTRE DAME DES MISSIONS ST PIERRE

4 rue du Président Kennedy
94220 CHARENTON LE PONT
Madame BARRES, Présidente

Ensemble scolaire NOTRE DAME DES MISSIONS ST PIERRE

4 rue du Président Kennedy
94220 CHARENTON LE PONT
T : 01 43 68 05 28 – Fax : 01 48 93 57 39
Monsieur VELLA, Chef d'établissement

Le Bureau d'Études Technique SSI sera assuré par La société

P.CE.TECH

Les Rives de Marne - 8 Quai Bir Hakeim - 94410 St Maurice
T : 01 45 11 76 03 – Fax : 01 45 11 76 01
Responsable du projet : M. P. CANNET - cannet.pcetech@orange.fr

Le Coordonnateur de sécurité et Protection de la Santé est :

DEKRA Conseil HSE

34-36 rue Alphonse Pluchet - BP 200 - 92225 Bagneux cedex
T : 01 55 48 22 21 - Fax : 01 55 48 22 90
Responsable du projet : Monsieur LOPEZ - joaquim.lopes@dekra.com

Le Contrôle technique du chantier sera assuré par La société

BTP CONSULTANTS

La Centrale 2 - 460 La Courtine - 93194 Noisy-le-Grand Cedex
Responsable du projet : Monsieur FIMBEL - eric.fimbel@btp-consultants.fr

La Maîtrise d'Oeuvre est assurée par :

ED Architectes

11 Rue Jouvenet 75016 Paris
Téléphone : 01 44 14 95 00 – Télécopie : 01 44 14 95 15
Responsables du projet : Monsieur Alain PESKINE - peskine@edarchitectes.net
Monsieur Sylvain PIRON - piron@edarchitectes.net
Assurent la conception architecturale et la réalisation du projet ainsi que l'OPC.

Le Dossier Économique du projet en phase DCE sera assuré par la société

P.CE.TECH

Les Rives de Marne - 8 Quai Bir Hakeim - 94410 St Maurice
T : 01 45 11 76 03 – Fax : 01 45 11 76 01
Responsable du projet : M. P. CANNET - cannet.pcetech@orange.fr

Le Bureau techniques Structure en phase DCE sera assuré par

MIECAZE

47 rue de Charenton 75012 Paris
Tél. : 01 44 73 40 50 - Fax. : 01 44 73 40 30
Responsable du projet : M. Jean-Pierre MIECAZE - jpm-cofer@wanadoo.fr

Le Bureau techniques Electricité en phase DCE sera assuré par

P.CE.TECH

Les Rives de Marne - 8 Quai Bir Hakeim - 94410 St Maurice
T : 01 45 11 76 03 – Fax : 01 45 11 76 01
Responsable du projet : M. P. CANNET - cannet.pcetech@orange.fr

Fondations Spéciales

ROCSOL

36 rue d'Estienne d'Orves 92120 Montrouge
T : 01 42 53 18 18 – Fax : 01 42 53 53 20
Responsable du projet : M. D. THILLEROT - rocsol@free.fr

Paysagiste

OUTSIDE

27, rue de Lozère 91400 ORSAY
T : 01 60 14 47 84 – Fax : 01 69 31 07 98
Responsable du projet : M. HEYDACKER - outside@outsidepaysage.com

L'Entrepreneur

Le terme « Entrepreneur et/ou Entreprise » désigne les personnes physiques et/ou morales ayant la charge de réaliser les travaux de chaque Corps d'états dont elles seraient adjudicataires.

2.01.- LE MARCHE

2.01.1.- CONCLUSION DU MARCHE

Le Marché est conclu par l'acceptation, par le Maître de l'Ouvrage, de l'Engagement présenté par l'entrepreneur dans les conditions énoncées lors de la Consultation, quel que soit le Mode de celle-ci.

Le marché est du type "PRIX GLOBAL NET – FORFAITAIRE NON ACTUALISABLE ET NON REVISABLE » et comprend un engagement sur "obligation de résultat", l'Entrepreneur faisant son affaire de tous les travaux, frais et sujétions annexes pour mener à bien l'opération selon les divers critères fixés par ailleurs.

2.01.2.-ACCEPTATION DU MARCHE

L'entreprise devra impérativement se rendre sur le site avant la remise de son offre. Elle analysera l'ensemble des travaux décrits dans le dossier de consultation d'entreprises, apportera toutes les modifications ou compléments qu'elle jugera nécessaires. En aucun cas, elle ne pourra prétendre à de quelconques travaux supplémentaires en cours d'exécution en justifiant sa demande par :

- Un manque d'informations de quelque nature que se soit
- une méconnaissance du site
- une insuffisance de précisions et/ou contradiction entre les pièces du dossier
- une omission dans les différentes pièces du dossier

Le prix de l'entrepreneur comprendra l'ensemble des démarches auprès des administrations et services concédés afin d'obtenir les autorisations de toutes natures, nécessaires à la réalisation des ouvrages. Ces interventions et les délais qui en découlent devront s'inscrire dans le délai accepté par l'entrepreneur. Les frais, taxes, location de toute nature, occupation de voirie, frais de décharge publique, ne peuvent donner lieu à aucun supplément de prix. Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, et les dépenses communes du titulaire ou du cotraitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

2.01.3.- APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant le taux de T.V.A normal, en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

2.01.4.- FORCE MAJEURE

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001 – Article 9.2.

2.01.5.- VARIATION DES CHARGES LEGALES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001 – Article 9.2.

2.02.- TROUS - SCHELLEMENTS - RACCORDS

Par dérogation au CCAG – NF P 03-001, chaque entreprise devra prendre en charge tous les trous, percements, réservations, rebouchages ; calfeutremments, raccords et finitions, l'ensemble pour la parfaite exécution de ses ouvrages, suivant les préconisations et localisations décrites dans les CCTP concernés.

Avant le commencement des travaux, l'entreprise du présent marché devra réaliser tous sondages préliminaires sur structures et autres ouvrages afin d'obtenir toutes les indications précises sur la nature, l'implantation et les dimensions exactes des ouvrages à réaliser.

1. Les saignées et percements dans les murs ou cloisons en maçonnerie seront exécutés par l'entreprise du présent marché, qui devra prévoir systématiquement la fourniture et la pose de fourreaux métalliques ou plastiques à toutes les traversées de murs ou de cloisons (à noter que dans les ouvrages en béton, les fourreaux devront être posés avant coulage, étant entendu que dans le cas de fourreaux métalliques, ces derniers devront avoir reçu , avant pose, une couche de protection antirouille sur toutes les faces.)
2. Ces saignées et percements seront exécutés avec le plus grand soin. Toutes dégradations survenant en cours de ces travaux seront réparées aux frais de l'Entreprise qui en a été la cause. Ces percements ne devront pas excéder un diamètre égal à trois fois celui de la tuyauterie pour laquelle ils sont prévus.
3. D'une façon traitante, tous les rebouchages et calfeutremments, les raccords d'enduits et de parements bruts de décoffrage intérieurs et extérieurs, seront exécutés l'entreprise du présent marché, même si ces derniers doivent être exécutés par l'entreprise après la terminaison des enduits de finition entraînant la reprise de ceux-ci.
4. Suivant les directives du Bureau de Contrôle, l'entreprise devra réaliser les ouvrages de toute nature Coupe feu réglementaire au droit de chaque traversée de murs et/ou de planchers

2.03. – DOCUMENTS CONSTITUANTS LE MARCHE

Figure ci-dessous les documents qui font partie intégrante du marché, dans l'ordre ou elles prévalent les unes sur les autres :

1. l'Acte d'engagement
2. la Notice descriptive de sécurité
3. L'Arrêté du permis de Construire et ses annexes
4. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
5. Le rapport initial du contrôleur technique
6. Le Rapport de diagnostic de l'état des existants
7. le PGC
8. la série des plans Architecte et Techniques
9. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

10. Le rapport d'étude de sols
11. le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire devant servir de base aux règlements des situations
12. Le Cahier des Charges fonctionnel du SSI
13. Le calendrier général des travaux.

2.03.1.- PIECES NON JOINTES AU PRESENT CCAP

1. Le Cahier des Clauses Administratives Traitantes (NF P03.001, Dernière Edition en vigueur à la signature des Marchés) applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés, y compris tout additif ultérieur
2. Les conditions traitantes d'exécution des commandes fournitures et prestations.
3. Les directives, recommandations, prescriptions techniques des services publics concernés, organismes professionnels compétents et gestionnaires dû lieu considéré
4. Documents techniques, textes législatifs et administratifs en vigueur au moment de l'exécution des travaux

Pour les matériaux traditionnels

1. Les normes françaises,
2. Les cahiers des charges, règles de calculs, documents techniques unifiés (D.T.U.) et leurs documents annexes.

Pour les éléments, produits et ensembles nouveaux:

1. Les avis techniques (Atec) délivrés par une Commission ministérielle publiés par le C.S.T.B.
2. Les règles techniques d'organismes professionnels tels que VERITAS, le C.S.T.B. l'U.N.M., TECMAVER, etc.

2.03.2.- ORDRE DE PRESEANCE DES DOCUMENTS

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces du Marché, les indications de la pièce portant le numéro le moins élevé dans l'énumération qui est faite aux articles ci avant primeront sur les autres.

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle auront la priorité. Dans le cas où des prescriptions ne figureraient pas aux plans et seraient décrites au C.C.T.P. ou inversement, l'Entreprise sera tenue d'exécuter les travaux mentionnés dans le document le plus complet.

Dans le cas de non concordance entre deux ou plusieurs plans ou documents, l'appréciation reviendra à l'autorité du Maître d'Ouvrage en accord avec l'Architecte.

2.04 - DESIGNATION DES LOTS

DECOMPOSITION PAR LOT

LOT 00	PRESCRIPTIONS COMMUNES
LOT 01	DESAMANTAGE - DEMOLITION
LOT 02	FONDACTIONS SPECIALES
LOT 03	TERRASSEMENTS GENERAUX
LOT 04A	STRUCTURES
LOT 04B	MACONNERIES - COMPLEMENTS GROS OEUVRE
LOT 04C	ECHAFAUDAGES
LOT 05	CHARPENTE BOIS
LOT 06	COUVERTURE ZINC
LOT 07	ETANCHEITE
LOT 08	MENUISERIES EXT. – OCCULTATIONS - VERRIERES -- MURS RIDEAUX
LOT 09A	CLOISONS - DOUBLAGES
LOT 09B	FAUX PLAFONDS
LOT 10	RAVALEMENT - ISOLATION
LOT 11	SERRURERIE - METALLERIE
LOT 12	CARRELAGE - SOLS DURS - FAIENCE
LOT 13	SOLS SOUPLES
LOT 14A	MENUISERIES INTERIEURES
LOT 14B	PARQUETS
LOT 14C	MOBILIERS - EQUIPEMENTS
LOT 15	PEINTURE – REVETEMENTS MURAUX
LOT 16	ASCENSEUR
LOT 17	ESPACES VERTS
LOT 18	ELECTRICITE
LOT 19	CVC CHAUFFAGE
LOT 20	PLOMBERIE

2.05.- DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

Avant la conclusion du marché, l'Entrepreneur devra produire :

- 1) L'Acte d'engagement
- 2) Un Extrait K Bis
- 3) une assurance responsabilité civile de l'Entrepreneur valable avant la déclaration d'ouverture de chantier
- 4) une assurance décennale de l'Entrepreneur valable à compter de la déclaration d'ouverture de chantier
- 5) un certificat attestant que l'Entrepreneur est en règle avec la Sécurité Sociale, les Allocations Familiales et Congés payés du dernier trimestre exigible ou d'une attestation sur l'honneur.
- 6) Une attestation de la Caisse des congés payés
- 7) Une attestation sur l'honneur concernant l'Article 50
- 8) Une attestation sur l'honneur concernant les Articles L143-3, 143-5 et 620 du Code Civil
- 9) un certificat de non faillite de moins de trois mois de date,
- 10) le pouvoir du signataire

2.06.- RENSEIGNEMENTS AUX ENTREPRISES EN COURS DE CONSULTATION

Si, pour l'établissement de leurs propositions, les entreprises estiment insuffisamment clairs les documents qui leur sont remis, elles pourront contacter l'architecte de façon à obtenir tous les éclaircissements nécessaires.

Les renseignements et précisions sollicités seront éventuellement communiqués à l'ensemble des entreprises consultées dans la mesure où il ne s'agit pas d'une simple confirmation de renseignements figurant dans le dossier d'appel d'offres ou d'une variante que l'une des entreprises se propose de remettre à l'appui de son offre

2.07.- RESPECT DES DISPOSITIONS DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Les dispositions portées au Permis de construire visant l'opération, fait l'objet de l'arrêté concerné ainsi que les dispositions visées dans l'ensemble des annexes jointes à l'arrêté devront être respectées lors de l'exécution des travaux, les entreprises s'engageant à s'y conformer dans tout le détail.

A cet effet, les plans du permis de construire seront portés à la connaissance de chacune des entreprises qui pourra les consulter et éventuellement en obtenir une copie au bureau du Maître d'Oeuvre.

2.08.- AUTRES DISPOSITIONS A RESPECTER

Toutes les prescriptions portées dans le rapport "Sécurité Incendie" annexé à l'arrêté du permis de construire et le rapport " Sécurité " du contrôleur technique seront respectées et mises en œuvre à l'exécution des travaux nonobstant toutes dispositions contraires ou non prescription dans les autres pièces du Marché.

Il appartiendra à l'entreprise de procéder à l'établissement de toutes les demandes d'autorisation administratives préalables à la réalisation des travaux.

L'entreprise devra se conformer, par ailleurs, aux dispositions imposées par les Compagnies et Sociétés intéressées par l'exécution des travaux, conformément aux prescriptions du C.C.T.P. établi par le Maître d'œuvre, l'entreprise concernée devra procéder à toutes les protections de sécurité.

2.09.- ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS

Le dossier de l'opération dressé par le Maître d'Oeuvre fait connaître le programme général des ouvrages à réaliser et les modes d'exécution des travaux.

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans ces documents, il est fait obligation à l'entrepreneur d'obtenir du Maître d'Oeuvre, toutes précisions ou renseignements complémentaires nécessaires et cela dès le stade de l'étude et de son offre et de prévoir dans le prix global de la soumission tous travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie avec les indications du dossier de l'opération.

L'entrepreneur ne pourra, par conséquent, faire état ultérieurement, d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour justifier une demande d'augmentation du montant de son marché ou pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à l'achèvement complet et parfait des ouvrages.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du dossier de l'opération, seront réglées conformément aux décisions du Maître d'Oeuvre.

Il est précisé à ce sujet, que la clause de priorité prévue entre le C.C.T.P. et les plans n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

En conséquence tout ouvrage figurant aux plans, et non décrit au présent document, est formellement dû et vice versa.

2.11.- SOUS TRAITANCE

Agrément

Il est précisé que l'autorisation de sous-traiter une partie des travaux ne pourra être donnée, que si le Maître d'Ouvrage décide d'accepter le sous-traitant proposé. L'Entrepreneur titulaire du Marché ne pourra sous traiter la totalité des prestations qui lui sont signés.

Le titulaire s'engage à fournir à son sous-traitant une caution personnelle et solidaire d'un établissement bancaire agréé pour le montant du lot sous-traité. Copie du certificat de caution sera remise au Maître de l'ouvrage. Aucun règlement ne sera opéré jusqu'à remise de ce document. Demande d'agrément des sous traitants, conformément aux articles du CCAG, signé par lui même et régissant le chantier où doit avoir lieu la dite sous-traitance.

Le sous-traitant s'engage, sous sa responsabilité exclusive, à respecter les dispositifs particuliers mis en place pour l'opération à respecter la loi sur la coordination sécurité pour la santé n° 31-1418 du 31 Décembre 1993 et les décrets et arrêtés s'y rapportant. Le sous-traitant reconnaît n'employer pour le chantier uniquement que des salariés employés régulièrement au sens des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du Code du travail.

Le sous traitant s'engage à exécuter les travaux qui lui sont confiés par ses propres personnels sans faire appel à plus d'un intérimaire pour trois personnes de l'entreprise œuvrant sur le chantier et sans sous-traitance. Le sous-traitant reconnaît que le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage peuvent refuser le présent agrément sans avoir à justifier de leurs motivations.

Par ailleurs, les certificats de qualification et les attestations d'assurance Responsabilité Civile et Décennale à la Déclaration d'ouverture de chantier, des sous-traitants devront être transmis au Maître d'ouvrage. A défaut, les surprimes exigées par les assurances seraient payées par l'entrepreneur qui a sous-traité

Délégation de paiement

L'agrément d'une entreprise par le Maître d'ouvrage ne signifie pas délégation de paiement au sous-traitant. L'entreprise sous-traitante agréée par le Maître d'ouvrage peut demander à bénéficier d'une délégation de paiement, faute de mise en place, par l'entreprise titulaire du marché, de la caution telle qu'exigée par l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

En ce cas, elle passera avec l'entreprise titulaire et le Maître d'ouvrage une convention tripartite, dont copie sera remise au Maître d'ouvrage. Il sera prévu un paiement direct du sous traitant par la Maîtrise d'Ouvrage suivant le principe décrit ci-dessous :

L'entreprise transmettra, lot par lot, le montant des travaux sous traités par l'entreprise concernée. Pour les règlements, ce sera l'entreprise traitante qui fera la demande à la Maîtrise d'Ouvrage après validation par la Maîtrise d'œuvre.

2.12.- MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

3.01.- ORGANISATION – HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

Le chantier est soumis aux dispositions de la Loi 76-1106 du 06/12/1976. Il sera fait application de l'Article 5 et tous ses Alinéas du CCAG NF P 03-001 et rappelé ci-dessous :

- les obligations générales de l'entrepreneur
- la responsabilité vis-à-vis des ouvriers et des tiers
- le projet de règlement du CISSCT
- Le PGC
- Le DIUO
- les Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS)
- la participation au Collège du CISSCT
- la responsabilité de l'entrepreneur
- les dangers graves et imminents
- les obligations de l'entrepreneur en matière de Sécurité et Protection de la Santé
- les obligations des entreprises vis-à-vis de ses sous traitants
- les travaux effectués dans l'établissement mitoyen en activité

3.01.1.- OBLIGATIONS TRAITANTES DE L'ENTREPRENEUR

En complément de l'Article décrit ci-dessus, et à ce titre l'entrepreneur devra avoir pris connaissance de l'intégralité des textes de Loi en vigueur au moment de l'exécution des travaux (Loi, Décrets, Circulaires, Arrêtés, OPPBTP, CRAM, Inspection du Travail, Règlement Sanitaire, Concessionnaires et, en tant que besoin, tout autres intervenants), et devra satisfaire aux obligations permettant au Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé nommé par la Maîtrise d'Ouvrage sur cette opération d'effectuer sa mission dans son intégralité.

L'ensemble conformément à l'Article 5.1 et ses Alinéas du CCAG NF P 03-001.

4.01.- REPRESENTATION DES PARTIES – COMMUNICATIONS

4.01.1.- REPRESENTATION DES PARTIES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

4.01.2.- DESIGNATION DES REPRESENTANTS ET ELECTION DE DOMICILE

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

En complément des dispositions de l'article 6.2.1. et 6.2.2. du CCAG, l'entrepreneur sera tenu de donner suite, dans un délai maximal de 48 heures, à toute demande de remplacement de tout représentant en cours de chantier

4.01.3.- COMMUNICATION PAR ECRIT ET NOTIFICATION

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

4.01.4.- PRESENCE AUX RENDEZ VOUS DE CHANTIER

Les prescriptions du CCAG NFP 03.001 sont complétées comme suit :

- Les absences aux rendez vous de chantier constitueront un manquement aux obligations contractuelles de l'Entreprise pouvant conduire à la résiliation de plein droit du marché.
- Un retard perturbant ces réunions et/ou visites pourra être assimilé à une absence

5.01.- DOCUMENTS A ETABLIR PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION

Pendant cette période, les entrepreneurs auront à mettre au point et à fournir les documents suivants :

1. Recalage des bordereaux de prix unitaires (sous détail des prix des ensembles),
2. Le programme détaillé de leurs travaux dans le cadre du planning général,
3. Le plan d'installation de chantier,
4. Le plan particulier de sécurité pour la santé,
5. Les attestations d'assurances,
6. Les Plans Atelier de Chantier,
7. Les plans de détails et notes de calculs de leurs ouvrages,
8. La décomposition des tâches et leurs durées respectives ainsi que les moyens correspondants,
9. La demande d'agrément des sous-traitants,
10. La présentation des échantillons.
11. Le visa des documents d'exécution

La période de préparation pourra être utilisée pour réaliser les travaux préliminaires ne nécessitant pas d'études et de mises au point préalables :

5.01.1.- ÉTABLISSEMENT EN COMMUN DES DOCUMENTS

Conforme aux prescriptions du CCAG – NF P 03-001

6.01.- CONDITIONS TECHNIQUE D'EXECUTION DES TRAVAUX

6.01.1.- FOURNITURE ET TRAVAUX

6.01.1.1 - Qualité

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'art, conformes aux normes NF, DTU, Avis Techniques, lois et textes ministériels (arrêtés, circulaires, etc.) en vigueur au jour de la remise des offres.

La réglementation pourra évoluer en cours de travaux. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra en aviser le Maître d'Ouvrage et ne pourra s'opposer à une demande d'adaptation de son marché à la nouvelle norme.

6.01.1.2.- Conformité

Les fournitures seront neuves et de première qualité, à l'exception des pièces prévues récupérées au CCTP. Les ouvrages seront exempts de toute malfaçon et présenteront toute la perfection dont ils sont susceptibles. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils seront refusés, démolis et remplacés aux frais de l'Entrepreneur. Il est expressément convenu que le juge de la qualité est le Maître d'Œuvre.

6.01.1.3.- Marques de nivellement, piquetage

L'Entrepreneur devra fournir ces marques de nivellement à chaque fois que cela sera nécessaire, ainsi que le piquetage des réseaux enterrés divers situés à proximité des travaux pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

6.01.1.4.- Installations techniques

Pour certains travaux relatifs aux installations techniques comportant des moteurs, appareils, machines installées par les soins d'un Entrepreneur, il sera exigé que tous les appareils prévus pour être installés soient déjà aptes à satisfaire à la fonction qui leur est destinée et donnent les résultats attendus (puissance, rendement, bruit, etc.) découlant d'un fonctionnement normal, ou des conditions particulières figurant aux CCTP concernés.

L'Entrepreneur n'installera que des moteurs, appareils, machines appartenant à des séries suivies et pour lesquels le Maître d'Ouvrage aura la possibilité de se procurer sans difficulté, à un prix et délai normaux, toutes pièces de rechange nécessaires.

6.02.- MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS

L'article 8 du CCAG est complété comme suit :

Tous les matériaux et procédés conformes à des normes étrangères mais non strictement conformes aux normes françaises et européennes ne pourront être admis.

6.03.- CHOIX ET QUALITE DES FOURNITURES

L'article 8 du CCAG est complété comme suit :

Tous les éléments, équipements et accessoires de construction pourront faire l'objet, d'une présentation in situ sur un élément type, à la demande du Maître d'Ouvrage.

L'acceptation de la présentation proposée, constatée par le procès verbal de la réunion de chantier, se fera impérativement avant généralisation de la mise en place du type d'accessoires considéré. Faute de cette acceptation, l'Entrepreneur conserverait la charge des conséquences de toutes corrections, changement, remplacement qui seraient exigés ultérieurement par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre.

Tout matériel sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

6.04.- ÉTUDES SPECIALES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

6.05.- CONTRAINTES

L'Entrepreneur tiendra obligatoirement compte dans son offre de la nécessité de protection contre les nuisances de toutes natures vis-à-vis de l'École, tant pour les volumes occupés et maintenus en exploitation que pour les voies publiques.

6.06.- PRIMES POUR AVANCE

Il ne sera pas délivré de primes pour avance sur le planning

7.01.- PENALITES

7.01.1.- Pénalités pour retard dans la remise des documents

Un calendrier de remise de documents sera établi au début du chantier et tenu à jour tout au long du déroulement de l'opération, tant pour les plans d'exécution, de fabrications, que pour les plans de recollements, Procès Verbaux de matériaux et documentations de toute nature.

Le montant des pénalités appliquées pour dépassement de ce délai sera de 1/1000^{ème} du montant du Marché de l'Entreprise, par jour calendaire de retard avec un plafonnement à 10 000.00 Euros.

7.01.2.- Délais et retenues pour remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)

Les plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur devront être remis au maître d'œuvre un mois au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux.

Le montant des pénalités appliquées pour dépassement de ce délai sera de 1/1000^{ème} du montant du Marché de l'Entreprise, par jour calendaire de retard avec un plafonnement à 10 000.00 Euros.

7.01.3.- Pénalités pour retards ou absences aux rendez vous de chantier

En cas de retard de plus de une demi heure ou d'absence à un rendez vous de chantier, d'étude ou de coordination sans excuse préalable et sans autorisation du Maître d'œuvre ou du Coordinateur de Sécurité, ces derniers appliqueront un système d'amendes fixées à 80 € par absence ou retard non excusé par retenue sur la prochaine situation (décompte mensuel).

7.01.4.- Pénalités pour retard dans les travaux

La durée des travaux définie lors de la passation de la commande et modifiée éventuellement par avenant est un élément primordial du choix des Entreprises par le Maître d'Ouvrage. En conséquence, les Entrepreneurs sont passibles, en cas de retard sur les délais contractuels, de pénalités qui peuvent être appliquées aussi bien pour dépassement du délai global du lot que pour dépassement des délais relatifs à une ou plusieurs de ses phases (délais partiels d'exécution, tâches critiques...) précisées au planning contractuel.

Ces pénalités s'appliquent et seront fixées comme suit :

Pour les marchés de 76 225 Euros et plus (HT) :

- dépassement du délai imparti au lot et/ou dérapage du délai final : 3/1000^{ème} du montant du marché par jour calendaire de retard, le montant des pénalités est plafonné à 5 % du montant du marché.
- en cas de préjudice réel du fait de l'Entrepreneur, les dommages et intérêts pourront être demandés par voie de Justice.
- dépassement des délais partiels : 3/1000^{ème} du montant du marché par jour calendaire de retard sans plafonnement de la pénalité. Cette pénalité n'est pas déductible de la précédente et pourra se cumuler à elle, elle pourra toutefois être annulée si le retard est rattrapé et reste sans conséquence sur l'avancement des autres lots.

Pour les marchés inférieurs à 76 225 Euros (HT) :

- dépassement du délai global : 225 € HT par jour calendaire, plafonnée à 5 % du marché,
- dépassement des délais partiels : 150 € HT par jour calendaire de retard, pénalité non plafonnée. Non déductible de la précédente et pouvant se cumuler à elle, elle pourra toutefois être annulée si le retard est rattrapé et reste sans conséquence sur l'avancement des autres lots.

7.01.5.- Autres pénalités prévues

- 150.00 € pour retard dans la libération des emplacements mis à la disposition des Entrepreneurs par le Maître d'Ouvrage, et/ou des emprises de chantier.
- 150,00 € d'amende par jour calendaire pour retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux
- 150,00 €. Par jour calendaire de retard pour retard dans le nettoyage du chantier et l'enlèvement des gravois aux décharges publiques

Ces retenues seront effectuées sur les situations, avant application de la T.V.A.

8.01.- DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

8.01.1.- PLANNING DES TRAVAUX

Un planning général des travaux est joint au dossier de l'opération. Les entreprises devront se conformer rigoureusement aux dispositions de ce planning général. Immédiatement après délivrance des marchés d'entreprises, celles-ci devront préparer, chacune en ce qui la concerne, un calendrier détaillé d'exécution des travaux relevant de son corps d'état.

8.01.2.- DELAI DE PREPARATION

Le délai de préparation est le délai nécessaire à l'élaboration des documents visés à l'article 5.01.1. du présent CCAP. Le délai de préparation est de un mois.

La durée du délai de préparation est incluse dans le délai global d'exécution.

Cette période de préparation de chantier permet à l'entreprise d'effectuer toutes les démarches administratives et techniques de son lot et de faire valider ses études et plans d'exécution. Aucun décalage du démarrage des travaux, consécutif à une mauvaise organisation de l'entreprise pendant ce délai, ne sera accepté. Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

1. par les soins de l'entrepreneur :
2. établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 10 jours suivant la notification du marché ;
3. établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 10 jours suivant la notification du marché.
4. Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;
5. Les travaux ne pourront pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.
6. établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 8.2 ci-après.
7. établissement du plan d'hygiène et de sécurité prévu par la section 1 du décret n° 77-996 du 19 Août 1977 relatif à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers.
8. L'absence de remise au maître d'œuvre du plan et de sécurité fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

8.01.3.- DECOMPOSITION DU DELAI D'EXECUTION

Par dérogation, l'article 10 du CCAG – NF P 03-001 est complété comme suit :

Les délais partiels d'exécution sont déterminés par le calendrier général d'exécution et ses mises à jour successives. Il est précisé que les délais contractuels sont calendaires et tiennent compte des incidences saisonnières, des jours chômés, des congés légaux.

8.01.4.- ORIGINE DU DELAI D'EXECUTION

L'origine du délai d'exécution est fixée dans le planning général de l'opération. La durée totale de l'opération est de 18 MOIS, à partir de la délivrance de l'Ordre de service N° 01 à l'entreprise de Gros œuvre, selon planning joint au Dossier de l'opération.

8.02.- PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

8.02.1.- JOURNEES D'INTEMPERIES

Conforme à l'article 10.3.1.1 du CCAG. – NF P 03-001

Les intempéries seront justifiées par un relevé météorologique de la station la plus proche, **précisant la durée des pluies en heures et en quantité la vitesse du vent.**

Les critères d'intempéries sont les suivants :

- Pluie 4 heures de suite ou précipitations égales ou supérieures à 10 mm pendant les heures de travail, pendant la durée totale de la première heure de travail (embauche).
- Vent Au-delà de 30 km / heure pour tout engin de levage, travaux de couverture et de façade.
- Froid - 6 °C.

Les corps d'états techniques et de finitions ne sont pas assujettis aux intempéries.

8.03.- MODIFICATION DE TRAVAUX ET TRAVAUX IMPREVUS

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

8.03.1.- RETARD DE REGLEMENT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

8.03.2.- RETARD DANS LES FORMALITES OU DELIVRANCE DES ORDRES DE SERVICES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

Tout Entrepreneur qui ne respectera pas le calendrier détaillé d'exécution supportera tous les dommages subis par le Maître d'Ouvrage et par tous les autres corps d'état, du fait de ce retard.

8.03.3. - TRAVAUX SANS AUTORISATION

Si l'entrepreneur apporte, sans autorisation, des modifications aux travaux tels qu'ils sont définis par le marché, le Maître de l'Ouvrage peut sur proposition du Maître d'Oeuvre exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires à ré exécution exacte du marché, sans préjudice,

1. d'une part des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant du marché si ces démolitions, corrections, reprises, entraînent une diminution de la qualité finale des ouvrages,
2. d'autre part de toute autre incidence, notamment sur les travaux des autres entrepreneurs.

Le Maître de l'Ouvrage ne doit aucun paiement supplémentaire si les ouvrages modifiés ont entraîné pour l'entrepreneur des dépenses supérieures à celles afférentes aux ouvrages initialement prévus. Il est en droit de diminuer le prix du marché du montant des économies si le coût des ouvrages modifiés est moins élevé que celui des ouvrages initialement prévus.

8.03.4. - TRAVAUX SUR INJONCTION ADMINISTRATIVE – DECISIONS JUDICIAIRES ET/OU ARBITRAGE

L'entrepreneur est tenu d'effectuer les travaux ou modifications qui lui sont ordonnés par le Maître d'œuvre à la demande du Maître de l'Ouvrage en conséquence d'une injonction administrative ou d'une décision judiciaire ou d'un arbitrage faisant suite au recours de tiers. Ces travaux sont pris en attachement et réglés sauf si leur origine est imputable à une faute de l'entrepreneur.

8.03.5. - TRAVAUX URGENT INTERESSANT LA STABILITE DU BATIMENT

Par exception aux dispositions du CCAG – NF P 03-001, l'entrepreneur a le droit d'apporter aux ouvrages des modifications qui, au cours de l'exécution, se révéleraient indispensables à la stabilité du bâtiment, à charge pour lui d'en informer le jour même le Maître d'œuvre.

8.03.6. - TRAVAUX SUR DEPENSES CONTROLEES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

9.01.- COORDINATION ENTRE LES ENTREPRENEURS

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

9.01.1.- ENTREPRENEURS GROUPES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

9.01.2.- ENTREPRENEURS SEPARES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

Le Maître d'Œuvre a pour mandat d'assurer la coordination des études et la coordination des travaux, dans le but de faire respecter les délais partiels ou globaux prescrits.

Le pilotage et l'ordonnancement des hommes et du matériel sont exclus de sa prestation.

10.01.- PROTECTION DES OUVRAGES

10.01.1.- CONTRE LES RISQUES DE VOLS ET DE DETOURNEMENT

En complément des dispositions du chapitre 13 du CCAG, il est stipulé que l'entrepreneur titulaire de son Lot est responsable de ses fournitures et en assurera la garde jusqu'à la réception des travaux. En cas de vol, détournement ou perte de matériels ou matériaux, il en devra le remplacement sans que le délai global d'intervention ne soit modifié.

La Maîtrise d'Ouvrage décline formellement toute responsabilité du fait :

- de vols, détournements, pertes et/ou détérioration des matériaux, engins, biens d'équipements, effets du Personnel, et, en règle générale, d'objet de toute nature se trouvant sur le chantier.

Les dédommagements du fait de vols, détournements, pertes et/ou détérioration des matériaux, engins, bien d'équipement, effets du Personnel, et, en règle générale, d'objet de toute nature se trouvant sur le chantier ne pourront être pris en charge par le compte prorata.

10.01.2.- CONTRE LES RISQUES DE DETERIORATION

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

10.01.3.- SINISTRE EN COURS DE TRAVAUX OU PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE

Pendant la durée de ses travaux ou pendant la période de garantie, en cas de sinistre, l'entrepreneur devra les réparations tous corps d'état et la remise en état complète des parties dégradées.

Cette intervention devra se faire dans les plus brefs délais, de façon à limiter l'importance du sinistre et la portée sur perte d'exploitation éventuelle dont l'entrepreneur est présumé responsable. La déclaration de sinistre d'assurances de l'entrepreneur, ne dispense pas des devoirs de réparation immédiate.

10.01.4.- GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR

Si le marché est résilié par application des articles 47 ou 49 du C.C.A.G., le Maître d'Ouvrage désigne un responsable chargé d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'Entrepreneur défaillant, et ce, jusqu'à la désignation d'un nouvel Entrepreneur. Les dépenses justifiées entraînées par cette garde sont à la charge du marché résilié.

11.01.- DEPENSES D'INTERET COMMUN – COMPTE PRORATA

Le présent Article a pour objet d'assurer en vue de la bonne marche de l'ensemble du chantier, la préparation et l'organisation du chantier, l'hygiène et sécurité des personnes, la coordination et l'exécution des travaux, au titre des dépenses d'intérêt commun et des produits éventuels du chantier dans les conditions énumérées ci après.

Ne constituent en aucun cas, des dépenses d'intérêt commun, les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le Maître de l'Ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Les dépenses d'intérêt commun, telles qu'elles que décrites au présent Article, incombent aux entrepreneurs participant au chantier. En aucun cas elles ne sont à la charge du Maître de l'Ouvrage.

La décomposition de toutes les tâches et obligations de toute nature à prendre en compte au titre du Compte prorata et d'intérêt commun est décrite à l'annexe N° 01 du Présent CCAP. Toutes les entreprises adjudicataires de leur Marché devront en tenir compte. Elles ne pourront se prévaloir d'aucune omission sur le dossier de l'opération.

12.01.- CONDUITE DES TRAVAUX

12.01.1.- VISITES ET INVESTIGATIONS

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

12.01.2.- ORDRES DE SERVICES

Les ordres de service traitent:

- du démarrage des travaux
- des modifications éventuelles apportées au calendrier général d'exécution
- des modifications éventuelles apportées à la masse des travaux par le Maître d'Ouvrage
- des modifications éventuelles dans les prestations prévues aux C.C.T.P.

Les ordres de service des travaux modificatifs devront indiquer les montants de ces travaux et être accompagnés d'un détail quantitatif estimatif également approuvé. Ils devront également mentionner le délai d'exécution sur lequel l'entreprise devra donner son accord. En l'absence de mention de délai, le calendrier général d'exécution s'inscrivant dans le délai global contractuel sera considéré comme inchangé.

Les ordres de service seront établis et signés par le Maître d'œuvre et contresignés par le Maître d'Ouvrage. Ils seront adressés par lettre à l'entreprise qui devra en accuser réception dans les 72 heures qui suivent en renvoyant le récépissé signé au Maître d'Oeuvre.

12.02.- EXAMENS, ESSAIS ET ÉPREUVES

L'Entrepreneur devra effectuer ou faire effectuer, à ses frais, tous les essais nécessaires qui lui seront demandés en cours de travaux ou au moment de la réception par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou le Contrôleur Technique.

Il sera assujéti à l'auto contrôle. Les procès verbaux en seront remis en trois exemplaires au Maître d'Œuvre et au Contrôleur Technique au fur et à mesure de la réalisation de l'auto contrôle, et, au plus tard, avant la réception des travaux.

Les lots techniques sont soumis aux dispositions des documents techniques COPREC définissant les essais et vérifications de fonctionnement des installations effectuées par les Entreprises. .

D'une façon générale, l'Entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre les copies des bons de commande et des factures des marchandises, matériaux et matériels destinés à être incorporés aux ouvrages, afin que leur conformité aux règlements en vigueur et aux prescriptions techniques diverses puisse être vérifiée.

12.03.- ATTACHEMENTS

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

12.04.- EVACUATION DU CHANTIER

En plus des dispositions du chapitre 16 du CCAG, l'Entrepreneur procédera à la remise en état complète des lieux qui auraient fait l'objet de détérioration dûment constatées, par des installations et engins de chantier, tant à l'intérieur de l'emprise des travaux qu'à ses abords immédiats.

Par dérogation a l'article 16.1 du CCAG, le délai de 30 jours est ramené à une semaine.

13.01. - RECEPTION

13.01.1.- DISPOSITIONS GENERALES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

13.01.2.- RECEPTION AMIABLE

Demande de réception

Une réception des travaux aura lieu pour les corps d'état concernés. Ceci ne préjuge en rien de la constatation préalable de la date réelle d'achèvement des travaux du lot considéré.

Sauf dérogation de la part du maître d'Ouvrage, chaque Entrepreneur devra remettre de préférence avant, mais au plus tard à la date de réception – un dossier complet relatif aux ouvrages qu'il aura réellement exécutés et regroupant tous les plans et documents conformes à l'exécution (DOE).

Ces plans et documents, suffisamment nombreux et détaillés devront permettre au Maître d'Ouvrage :

- d'exploiter le bâtiment,
- éventuellement de reconstituer, dans les moindres détails, tout ou partie de l'installation à la suite de tout sinistre.

Cette documentation, remise au Maître d'Œuvre sera conforme à l'ANNEXE 2 du présent CCAP, devra comprendre notamment :

- les plans cotés d'ensemble et de détail de l'installation et du matériel, conformes à l'exécution,
- les notices de fonctionnement et d'entretien concernant l'installation et le matériel utilisé et avec les références fournisseurs,
- toutes pièces précisées au CCTP descriptif,
- les procès verbaux complets des vérifications et essais prévus dans les documents COPREC.

Cette documentation conforme constitue une partie intégrante du projet. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas prononcer la réception si cette documentation ne lui est pas fournie au moment de la réception et d'appliquer les pénalités de retard prévues.

Si le Maître d'Ouvrage acceptait cependant de prononcer la réception et dans le cas où cette documentation conforme ne lui serait pas remise, il se réserve le droit de faire établir entièrement aux frais de l'Entrepreneur, toute documentation qu'il estimera indispensable de posséder concernant les installations effectuées par l'Entrepreneur.

Visite de réception

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

Date de réception – Procès verbal

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

Entrée en possession par la Maîtrise d'Ouvrage

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

Le Maître d'Ouvrage continuera à occuper les locaux préexistants pendant l'exécution

Réception avec réserves

Par complément aux dispositions du chapitre 17.2.5 du CCAG, et par dérogation du paragraphe 17.2.5.2., il serait fait usage des dispositions suivantes :

Le délai de l'article 17.2.5.2. du CCAG est réduit à huit (8) jours pour le commencement des travaux de levée de réserves et à trente (30) jours pour leur achèvement.

Dans le cas d'imperfections relevées ne mettant pas en cause la bonne conservation des ouvrages, le Maître d'Ouvrage pourra néanmoins accepter les ouvrages mais, dans ce cas, aura le droit d'appliquer une moins value sur le règlement des travaux, moins value déterminée par le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre, dont l'Entrepreneur accepte par avance l'arbitrage.

Refus de réception

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

13.02.- PERIODE DE GARANTIE

Durée de la période de garantie

Conforme aux prescriptions du CCAG - NF P 03.001

Obligations de l'entrepreneur

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, l'Entrepreneur devra remédier dans un délai de 15 jours à tous désordres signalés et constatés en présence du Maître d'Ouvrage.

Passé ce délai et après lettre de mise en demeure à l'Entreprise, le Maître d'Ouvrage fera exécuter les travaux par un tiers de son choix, aux frais, risques et pour le compte de l'Entrepreneur défaillant. Le coût des dits travaux sera prélevé sur les sommes dont le Maître d'Ouvrage sera encore redevable à l'Entreprise.

Dans le cas où l'Entreprise aura produit une caution bancaire, une opposition sera faite par le Maître d'Ouvrage, pour les sommes concernées, auprès de l'établissement bancaire.

Garantie des fabricants

Il est rappelé que l'article 1792.4 du Code Civil rend responsable solidairement le fabricant d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un élément d'équipement, des obligations mises par les articles 1792-2 et 1792-3 du Code Civil à la charge de l'Entrepreneur qui les a mis en œuvre.

Les Entreprises titulaires de lots incluant des fournitures garanties par les constructeurs, fourniront une attestation des constructeurs précisant que la garantie de bon fonctionnement, à partir de la date de réception des travaux est accordée à leurs fabrications.

Constatation des droits à paiement.

14.01.- CONSTATATIONS DES DROITS A PAIEMENTS

14.01.1.- ÉTAT DES SITUATIONS

En application des dispositions du chapitre 19 du CCAG :

- avant le 25 de chaque mois, l'Entrepreneur est tenu d'établir en trois exemplaires les états de situation des travaux, qui feront apparaître les montants hors taxes des travaux exécutés, sur la base du CDPGF joint au Marché, ainsi que l'incidence des taux de TVA,
- la retenue de 5 % à titre de garantie (sauf en cas de présentation de caution bancaire).

Ils sont remis au Maître d'Œuvre qui les vérifiera et établira les certificats de paiement correspondants (*dans un délai de 10 jours après réception, soit le 5 du mois suivant au plus tard*), en y faisant figurer éventuellement :

- les remises provisoires et/ou définitives connues,
- les pénalités provisoires de retard,
- toutes autres pénalités prévues au CCAP.

En cas de contestation ou correction, le Maître d'Œuvre retournera un exemplaire corrigé à l'Entrepreneur avant le 5 du mois suivant la situation. Celui-ci devra la refaire et la retourner en trois exemplaires pour établissement du certificat de paiement.

De plus, le Maître d'Œuvre aura le droit de refuser tout ou partie d'un état de situation et de s'opposer au paiement correspondant dans le cas où :

- l'Entrepreneur ne se conformera pas à une ou plusieurs conditions imposées par les pièces contractuelles,
- l'Entrepreneur sera en retard pour une partie quelconque de ses travaux dans la mesure où il y aurait des conséquences graves pour la coordination de l'ensemble du chantier,

Le dernier état de situation sera payé après réception des travaux et sera frappé des retenues et/ou pénalité comme indiquée dans le présent CCAP.

14.01.2.- VALEURS DE CERTAINS POSTES COMPTES EN SITUATION

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

14.01.3.- APPROVISIONNEMENTS

Il est précisé que les approvisionnements figurant aux bordereaux des prix dans les sous détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux et éléments concernés en toute propriété. En principal :

- Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.
- la remise d'un certificat de propriété établi au nom du Maître d'Ouvrage accompagné de la facture du fournisseur dûment acquittée.
- la remise d'une attestation d'assurance contre le vol, l'incendie et les dégradations

14.01.4.- DELAI DE REMISE DE SITUATIONS ET REGLEMENTS

Les situations seront remises avant le 25 de chaque mois en 3 exemplaires au Maître d'Œuvre qui les vérifiera, et établira les certificats de paiement correspondants avant le 5 ou le 7 si le 5 tombe un week-end.

Les règlements seront effectués par chèque ou virement, à 45 jours fin de mois à compter de la date d'émission de la situation, ou 30 jours après réception de la situation visée par le Maître d'œuvre.

14.01.5.- VERIFICATION DE SITUATIONS – DECOMPTES PROVISOIRES

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

14.01.6.- MEMOIRE DEFINITIF ET DECOMPTE GENERAL DEFINITIF

Le mémoire définitif sera établi par l'Entrepreneur après la réception de ses travaux et dans le délai prévu à l'article 19.6 du CCAG, sur son papier à en tête, en 4 exemplaires.

Il sera remis au Maître d'Œuvre qui le vérifiera, établira le Décompte Général Définitif et le transmettra au Maître d'Ouvrage pour acceptation.

15.01.- PAIEMENTS

15.01.1- AVANCE DE DEMARRAGE

Sauf condition particulière précisée à l'article 12 de la pièce marché du lot, il ne sera versé aucune avance à l'Entrepreneur.

15.01.2.- ACOMPTES

La situation de paiement sera mensuelle. Aucun acompte sur approvisionnements ne sera versé à l'Entrepreneur sauf stipulation particulière à certains lots et dans cette hypothèse le paiement ne sera effectué qu'à réception :

- d'un certificat de propriété établi au nom du Maître d'Ouvrage accompagné de la facture du fournisseur dûment acquittée.
- d'une attestation d'assurance contre le vol, l'incendie et les dégradations

15.01.3.- SOLDE

L'ensemble du chantier sera soldé dans les 30 jours suivant la date de premier anniversaire de la réception du bâtiment.

15.02.- RETENUE DE GARANTIE

Principe général

Les paiements des acomptes sur la valeur définitive des marchés de travaux visés à l'article 1779.3 du Code civil sont assujettis à la loi n° 71.584 du 16/07/71 relative aux retenues de garantie en matière de marché de travaux.

Les paiements des acomptes à valoir sur la somme totale due à l'Entreprise seront amputés d'une retenue égale à 5 % (CINQ POUR CENT) de leur montant, afin de garantir la bonne exécution des obligations incombant à l'Entrepreneur par application des clauses du marché.

Cette retenue permettra de satisfaire le cas échéant aux réserves faites lors de la réception et de l'état des lieux dressé par le Maître de l'Ouvrage, comme aux imperfections ou omissions qui seraient apparues pendant la période de garantie contractuelle.

Caution d'un Établissement financier

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée à partir du moment où l'Entrepreneur aura fourni pour un montant égal aux retenues futures, la caution personnelle et solidaire émanant d'un Etablissement financier figurant au décret N° 70.1 058 du 24 Décembre 1971 (J.O du 28 Décembre 1971).

Mise en jeu de la retenue de garantie

Le Maître de l'Ouvrage pourra s'opposer au paiement des sommes consignées ou à la main levée de la caution en cas d'inexécution des obligations du titulaire du marché, à savoir :

- la non-levée des réserves prononcée lors des opérations de réception
- la non-remise des quitus de compte prorata
- les malfaçons
- le défaut de conformité au règlement de construction et d'une manière générale, tout manquement aux obligations du Marché constaté par le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre lors de la réception des ouvrages.

Dans l'un de ces cas, le consignataire ou l'établissement financier ayant délivré la caution recevra dans les délais prévus et ce, conformément à la loi, une lettre recommandée émanant du Maître de l'Ouvrage lui demandant de ne pas procéder au versement de la somme consignée ou à la libération de la caution en faveur de l'Entreprise.

Délégation de paiement au Sous Traitant

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001.

Intérêts moratoires

Par dérogation aux prescriptions du CCAG NFP 03.001, le taux applicable sera le taux d'intérêt légal sans majoration.

15.03.- GARANTIE AUX SOUS TRAITANTS

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

15.04.- DELEGATION DE PAIEMENT AUX SOUS TRAITANTS

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

15.05.- INTERETS MORATOIRES

Par dérogation aux prescriptions du CCAG NFP 03.001, le taux applicable sera le taux d'intérêt légal sans majoration.

15.06.- GARANTIE DE PAIEMENT (ARTICLE 1799-1 DU CODE CIVIL)

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

16.01.- CONSTESTATIONS

16.01.1.- MISE EN DEMEURE

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

16.01.2.- ARBITRAGE

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

16.01.3.- TRIBUNAL COMPETENT

Le présent CCAP est régi par le Droit Français.

Les Tribunaux de Commerce de PARIS ou de Grande Instance de VERSAILLES seront seuls compétents pour connaître de toute difficulté concernant l'interprétation ou l'exécution du présent CCAP et de tout litige qui s'élèverait à propos du marché.

17.01.- CESSATION ABSOLUE OU AJOURNEMENT DES TRAVAUX DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Lorsque, soit avant, soit après un commencement d'exécution les travaux sont ajournés ou suspendus par une décision du Maître de l'Ouvrage, l'Entrepreneur ne pourra demander la résiliation de son Marché que si cette suspension ou cet ajournement a duré pendant plus d'une année sans interruption.

Dans cette hypothèse seulement, l'Entrepreneur pourra demander une indemnité mais, par dérogation aux articles 1149 et 1794 du Code Civil, celle-ci ne sera calculée que d'après les dépenses improductives dont justifiera l'Entrepreneur, elle ne pourra s'étendre au manque à gagner.

L'indemnité due, s'il y a lieu, à l'Entrepreneur sera évaluée de la même manière dans le cas de résiliation du Marché, décidée par le Maître de l'Ouvrage.

18.01.- RESILIATION

Le contrat est résilié de plein droit, sans aucune formalité judiciaire ou dénonciation du Maître de l'Ouvrage.

1. au cas de sous-traité ou cession totale ou partielle du Marché
2. au cas d'apport du Marché à une Société, même en participation
3. au cas d'apport de l'Entreprise à une Société
4. au cas de faillite, de liquidation judiciaire de l'Entreprise ou de décès de l'Entrepreneur, à moins que le Maître de l'Ouvrage n'accepte les offres par les créanciers ou ayant droit de l'Entrepreneur pour la continuation des travaux, étant entendu toutefois qu'il peut, à toute époque, signaler qu'il ne désire pas recevoir ces offres
5. lorsque l'Entrepreneur ne se conformera pas, soit aux dispositions des pièces du Marché, soit aux ordres qui lui seront donnés.

Dans ce cas, une lettre recommandée avec accusé de réception du Maître de l'Ouvrage le mettra en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, ce délai, sauf urgence, n'est pas de moins de huit jours à dater de cette notification.

Pendant ce délai, si l'Entrepreneur n'a pas satisfait aux dispositions prescrites, le Marché est résilié de plein droit, sans aucune formalité judiciaire, les présentes valant pacte commissaire sur simple dénonciation écrite du Maître de l'Ouvrage (lettre recommandée avec accusé de réception).

Pour tout retard non justifié de plus de trente jours sur le délai contractuel, tant pour la prise de possession du chantier en cours d'exécution et même pour une partie seulement des ouvrages au titre du pacte commissaire et sans qu'il soit nécessaire d'une mise en demeure ou de formalités judiciaires, sur simple dénonciation écrite du Maître de l'Ouvrage.

18.02.- CONSEQUENCE DE LA RESILIATION

Dans tous les cas de résiliation, les dispositions suivantes seront appliquées :

1. le règlement de la partie des travaux exécutés est effectué conformément aux dispositions du " Règlement des comptes ".
2. les conséquences onéreuses résultant de la passation avec une nouvelle entreprise d'un nouveau Marché suivant un prix plus élevé que le marché résilié pour la partie résiliée des travaux sont mises, dans le règlement contractuel, à la charge de l'Entrepreneur résilié, sans préjudice de tous recours que peuvent exercer directement contre lui les autres entreprises pour gêne et retard. Si les conditions de la passation du nouveau Marché sont plus avantageuses, le bénéfice en reste acquis au Maître de l'Ouvrage.
3. les pénalités de retard sont décomptées jusqu'au début effectif des travaux par la nouvelle entreprise
4. dans tous les cas de résiliation, l'Entrepreneur ne peut se refuser à céder ou louer au Maître de l'Ouvrage, si la demande lui en est adressée, tout ou partie :
 - des ouvrages et installations provisoires dont les dispositions ont été ou sont agréées
 - du matériel construit spécialement pour l'exécution des travaux
 - des matériaux, produits préfabriqués ou en cours de fabrication approvisionnés soit sur chantier, soit en usine ou magasin pour l'exécution des travaux. Dans ce cas, les matériaux sont acquis d'après le prix du Marché ou, à défaut, par assimilation avec ces derniers ou, enfin, par comparaison avec les prix courants du pays, reprise marchandise déduite.

Le matériel et les installations sont repris en cas d'achat pour leur part non amortie, pour le calcul de l'indemnité, les dépenses non entièrement amorties sont évaluées au prorata de l'avancement des travaux en vue desquels l'Entreprise aura exécuté les ouvrages provisoires et acquis le matériel.

En cas de location suivant tarif en vigueur, avec rabais correspondant pour la fixation de l'indemnité ils deviennent la propriété du Maître de l'Ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage peut également demander simplement à l'Entreprise résiliée de laisser à sa disposition et à celle du nouvel Entrepreneur, le matériel et les installations de chantier, cette mise à disposition donne lieu simplement à l'inscription au crédit de l'Entreprise, d'une somme égale à celle pour laquelle ce matériel et ces installations entraient dans le sous détail des prix, pour la partie des travaux à laquelle ils sont utilisés après résiliation.

L'Entrepreneur est enfin tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles au nouvel entrepreneur, dans le délai qui est fixé par le Maître de l'Ouvrage. A défaut par lui seul d'y satisfaire, tout son matériel sera déposé à son compte, ses frais, risques et périls, sur la voie publique et sur la demande des services de voirie, enlevé aux décharges publiques.

19.01.- ASSURANCE RESPONSABILITE

Par Constructeurs, on entend l'ensemble des intervenants à l'acte de construire tels que visés à l'article 1792-1 du Code Civil, voir 1831-1, 1646-1 et différents articles spécifiques de la Loi du 4 Janvier 1978.

19.02.- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE CONSTRUCTEUR

Chaque constructeur et ses sous-traitants éventuels doivent être titulaires d'une police personnelle de Responsabilité Civile couvrant les dommages de toutes natures causés aux tiers pendant la durée des travaux, du fait des travaux avant réception ou du fait de son personnel en activité de travail ou des matériels et matériaux qu'il utilise, y compris les installations fixes de chantier

Après réception des travaux :

Du fait d'un événement engageant la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle et/ou contractuelle du constructeur en vertu des articles 1382 à 1384 du Code Civil et ce jusqu'à prescription légale du fait d'un événement dommageable pour les tiers occasionnés par ses travaux, son personnel ou ses matériels

Le constructeur est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage, avant la signature de son Marché, une attestation de sa Compagnie d'Assurances indiquant que la police ci-dessus définie est en bon état de validité et que le constructeur lui-même est en règle du paiement des primes exigibles.

Cette attestation devra préciser outre l'identité de la Compagnie d'Assurance, le numéro de la ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'Entrepreneur à l'Assureur du droit à notifier au Maître d'Ouvrage tous faits de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurance.

Cette police d'assurance de Responsabilité Civile devra comporter au minimum une garantie à concurrence pour toutes les entreprises, sans limitation de somme pour les dommages corporels par sinistre et par année par année d'assurance pour les dommages matériels et immatériels consécutifs de toute nature

A défaut de la production du certificat de cette police d'assurance, l'entreprise devra fournir l'engagement de la contracter dans les 15 jours qui suivront la notification de son Marché.

Cet engagement devra être accompagné d'une attestation du Représentant d'une Compagnie d'Assurance dûment habilité à engager sa Société, portant l'acceptation de couvrir l'Entreprise pour le risque ci-dessus propre à cette opération.

Le Maître d'Ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'Assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue ou plus élevée ou en fonction même du chantier, de son risque, de la nature et/ou valeur des existants, avoisinants. A défaut une assurance complémentaire sera souscrite par le Maître de l'Ouvrage, aux frais du/ou des constructeurs.

Dans le cas présent où la réalisation de l'ouvrage (transformation, reprise en sous-œuvre, renforcement de mitoyens, etc.) risque de provoquer des désordres susceptibles de se répercuter sur les existants, c'est-à-dire les ouvrages anciens intéressés en totalité ou en partie par les travaux neufs, le constructeur et/ou le sous-traitant devra justifier d'une extension des garanties de sa police de Responsabilité Civile à la couverture des dommages susceptibles d'être causés aux ouvrages existants du fait des travaux neufs.

A défaut, une assurance complémentaire sera souscrite par le Maître de l'Ouvrage, aux frais du/ou des constructeurs.

Aucun règlement pour solde ou levée de caution bancaire ne sera effectué sans présentation d'un certificat de l'assureur prouvant que le constructeur et ses sous-traitants éventuels sont à jour du règlement de leurs primes ou cotisations afférentes à leurs assurances ou avenants spéciaux.

19.03.- ASSURANCES DE TRAVAUX (DITES ASSURANCES DE RESPONSABILITE DECENNALE).

L'Entrepreneur titulaire du Marché, ses cotraitants et sous-traitants doivent être titulaires pendant toute la durée des travaux, d'un certificat de qualification en état de validité par les Organismes compétents, valable pour les travaux faisant l'objet du Marché.

D'une police de "responsabilité décennale" conforme aux dispositions de l'article L 243-8 du Code des Assurances (clauses types prévues par les Arrêtés du 17 Novembre 1978 et du 27 Décembre 1982) et apportant les garanties de tous les risques définis par la Loi 78-12 du 4 Janvier 1978, ainsi que les garanties complémentaires, à savoir :

Avant réception :

- l'effondrement et/ou la menace d'effondrement, les frais cumulés de déblaiement

Après réception :

- la garantie des dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-6 du Code Civil, même si ceux-ci se manifestent pendant l'année de parfait achèvement
- les dommages causés aux existants par les travaux neufs
- les dommages immatériels consécutifs aux dommages cités ci-dessus

19.04.- ASSURANCES DES SOUS TRAITANTS "EN CASCADE"

Si le sous-traitant n'est pas titulaire d'une police similaire le garantissant dans les mêmes conditions que s'il était directement lié au Maître d'Ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage (maintien de : la garantie pendant dix ans à compter de la réception, ainsi que les garanties dites complémentaires, sans paiement de prime subséquente et donc en semi capitalisation), le titulaire du Marché devra déclarer les travaux sous-traités au titre de sa propre police.

19.05.- ASSURANCES DES MAITRES D'ŒUVRES, INGENIEURS CONSEIL, BET :

Doivent être titulaires d'une police de responsabilité décennale conforme aux dispositions de l'article L.243.8 du Code des Assurances (clauses types prévues par les Arrêtés du 17 Novembre 1978 et du 27 Décembre 1982) et apportant les garanties de tous les risques définis par la loi 78-12 du 4 Janvier 1978 incluant la garantie des dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil - les dommages causés aux existants par les travaux neufs - les dommages immatériels consécutifs aux dommages cités ci-dessus - la garantie erreur sans désordre

19.06.- ASSURANCE DES FABRICANTS SOUMIS A LA LOI DU 4 JANVIER 1978

Il est rappelé que l'Article 1792-4 du Code Civil rend responsable solidairement le fabricant d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un élément d'équipement, des obligations mises par les 1792-2 et 1792-3 du Code Civil à la charge de L'Entrepreneur qui les amène en œuvre.

Les entreprises titulaires des lots incluant des fournitures garanties par les constructeurs, fourniront une Attestation des constructeurs précisant que la garantie de bon fonctionnement, à partir de la date de réception des travaux est accordée à leurs fabrications.

19.07.- ASSURANCE DE TECHNIQUES NON COURANTE, TECHNIQUE NOUVELLE OU NON NORMALISEE TRAVAUX DE SPECIALITES OU DE CARACTERE EXCEPTIONNEL

L'Entrepreneur devra obtenir pour lui-même et ses sous-traitants l'avenant à la police nécessaire pour couvrir ces travaux.

Les Entrepreneur et les sous-traitants doivent présenter une attestation de leur Compagnie d'Assurance prouvant qu'ils ont demandé et obtenu un avenant spécial à leur police de base concernant leur spécialité, chaque fois que les travaux de leur lot concernent l'une des spécialités suivantes (et ce au maximum dans les 3 mois suivant la date de signature du Marché), ainsi que toutes autres spécialités prévues dans ce domaine par l'usage des assureurs de responsabilité décennale.

19.08.- ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Les Entrepreneurs devront joindre à leur soumission ou en cas d'impossibilité faire parvenir au Maître d'Ouvrage avant toute signature de marché des travaux UNE ATTESTATION D'ASSURANCE mentionnant :

- l'identité de la Compagnie d'Assurance
- les numéros, type et date d'effet du ou des contrats
- les qualifications, activités, nature des travaux garantis
- la nature des garanties accordées notamment :

Garanties obligatoires :

Pour tous les dommages définis aux articles 1792, 1792-2 du Code Civil.

Garanties facultatives :

Pour la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables d'une durée minimum de 2 ans, visée à l'article 1792-3 du Code Civil - la garantie des dommages causés aux existants du fait des travaux neufs - la garantie des dommages immatériels consécutifs aux garanties visées ci-dessus - la garantie d'effondrement, menace d'effondrement et frais de déblais avant réception.

- la garantie donnée pour les sous-traitants
- le montant des garanties en fonction de chacune des garanties données
- les différentes franchises
- leur taux d'assurance

L'ATTESTATION DEVRA PRECISER QUE LES TRAVAUX OBJET DU MARCHE SONT COUVERTS SANS APPLICATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander à l'Entrepreneur et à ses sous-traitants éventuels une photocopie de leur police d'assurance (tant conditions traitantes que particulières qu'avenants successifs).

En cas de couverture insuffisante (notamment si un chantier est supérieur à 10 000 000 d'€UROS), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'Entrepreneur des Co et sous-traitants la souscription d'une assurance complémentaire. A défaut, de souscrire ladite assurance pour le compte du Maître d'Ouvrage, le montant de la prime sera retenu sur le montant des situations présentées par les constructeurs.

19.09.- PAIEMENT DES PRIMES

Le paiement des primes relatives aux assurances visées ci-dessus est effectué par l'Entrepreneur directement auprès de la Compagnie qu'il aura choisie.

L'Entrepreneur doit pouvoir justifier à tout instant du paiement de ces primes. Tout versement d'acompte, remboursement de retenue de garantie, main levée de caution ou règlement pour solde peuvent être subordonnés à la production par l'Entrepreneur d'attestations des Compagnies d'Assurances certifiant que l'intéressé a intégralement réglé les primes ou cotisations afférentes à ces assurances.

Les attestations délivrées par les Compagnies d'Assurances doivent indiquer le droit reconnu par l'Entrepreneur à son assureur de notifier au Maître d'Ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation de la police.

19.10.- POLICE D'ASSURANCES DOMMAGES OUVRAGES

Le Maître d'Ouvrage souscrira, en application de la loi 78-12 du 4 Janvier 1978, une Police Dommages Ouvrage.

Une convention de contrôle technique sera également souscrite par le Maître d'Ouvrage en vue du contrôle des travaux. Cette mission de contrôle sera complétée par la mission Sécurité, limitée aux installations électriques. Les primes relatives à la police précitée, ainsi que les honoraires du Contrôleur technique sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Les entreprises s'engagent, d'une part à fournir à cet organisme tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission et d'autre part à répondre à chacune de ses demandes.

19.11.- POLICE TOUS RISQUE CHANTIER

Au choix du maître d'ouvrage.

19.12.- TRAVAUX DE GENIE CIVIL

Les entreprises titulaires ainsi que leurs sous-traitants, devront être garantis de la même façon qu'en travaux de bâtiment, par une police de Responsabilité Décennale, soit par chantier, soit annuelle, des constructeurs de Génie Civil.

Cette police devra comporter :

1. la garantie quant aux dommages de la nature de ceux visés à l'article 1792 et/ou 1792-2 du Code Civil
2. la garantie du fait des travaux neufs sur existant si nécessaire
3. la garantie sur dommages immatériels consécutifs

Toute police de ce type placée par chantier est réputée être souscrite en semi-capitalisation. A défaut, le ou les constructeurs régleront la prime subséquente en cas de résiliation de ladite police. Pour toute police de ce type placée annuellement en semi-répartition, le ou les constructeurs préciseront le montant de la prime subséquente afférente au présent chantier dans l'hypothèse où la police serait résiliée, alors que la garantie doit être maintenue pendant et après la réception.

Il est convenu contractuellement que le montant de cette prime subséquente afférente au chantier est retenu par le Maître de l'ouvrage au moment de l'apurement des comptes. Il devra être fourni une attestation d'assurances dans les mêmes conditions que pour les travaux de bâtiment.

Au cas où le ou les constructeurs n'apporteraient pas ces garanties, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de souscrire ces garanties pour le compte de l'Entrepreneur et à ses frais. Une retenue égale au montant de la prime sera faite sur le Marché.

19.13.- POLICE UNIQUE DE CHANTIER

Sans objet

19.14.- ASSURANCES RELATIVES AUX BIENS DE L'ENTREPRENEUR

Conforme aux prescriptions du CCAG NFP 03.001

19.15.- MODIFICATIONS DES CONTRATS

L'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Ouvrage toutes les modifications apportées sur ses contrats au cours de la période de travaux, soit sur sa propre demande, soit à l'initiative des assureurs.

19.16.- PROPRIETE, CONFIDENTIALITE

20.16.1.- INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Par « informations confidentielles » le Maître d'Ouvrage entend toutes informations qui seront révélées à l'Entrepreneur ou qui seront obtenues par l'Entrepreneur au cours de travaux exécutés dans les locaux et qui concernent les activités, passées, présentes ou futures et toutes autres informations et documents s'y rapportant, ainsi que les travaux exécutés par l'Entrepreneur qui seraient régis par le présent CCAP.

L'Entrepreneur et son personnel préserveront le secret de ces informations confidentielles.

20.16.2.- BREVETS - DROIT D'AUTEUR

L'Entrepreneur assurera, à ses frais, la défense dans toute instance engagée contre le Maître d'Ouvrage et fondée sur une demande alléguant que les travaux exécutés par l'Entrepreneur ou les matériaux fournis par lui, constituent une contrefaçon de droit d'auteur ou une contrefaçon de brevets français.

L'Entrepreneur sera en outre tenu d'acquitter, dans le cadre de son marché :

- Les redevances applicables aux procédés de construction ou de fabrication qui seraient mis en œuvre par lui, pour l'exécution des travaux et services régis par le présent CCAP,
- Les redevances, frais de licences et tous autres frais et droits concernant les articles brevetés qu'il pourrait être amené à utiliser ou à fournir au Maître d'Ouvrage.

19.17.- ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION

Le pilotage et la coordination du chantier seront assurés par la Maîtrise d'œuvre. Chaque entreprise établira et remettra au Maître d'œuvre un planning détaillé de ses travaux.

Ce planning permettra au Maître d'œuvre de tenir compte des impératifs de chaque intervenant.

Il comportera, outre les tâches de travaux, les tâches de finitions, d'essais et les étapes telles que mise en service des installations techniques et réceptions. Le planning fera apparaître :

- le délai de préparation
- les délais d'études pour chaque corps d'état
- les délais globaux d'intervention des corps d'état,
- les dates de livraison de l'ouvrage,
- les tâches administratives, de production ou de vérification de documents, les décisions incombant au Maître d'ouvrage,
- les tâches d'études complémentaires de production de documents incombant au Maître d'ouvrage ou aux entreprises,
- les dates de commande et les délais d'approvisionnement des principaux matériels,
- les origines des tâches de travaux,
- les contraintes reliant les tâches :
 - de décisions,
 - d'études complémentaires,
 - d'approvisionnement,

Fait à Charenton-le-Pont le,

LE MAITRE DE L'OUVRAGE

L'ENTREPRISE

ANNEXE 01

COMPTE PRORATA ET COMPTE INTER ENTREPRISES : 2%

PRESTATIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS A PRENDRE EN COMPTE ET A GERER PAR L'ENTREPRISE CHARGEE DU COMPTE PRORATA ET/OU INTER ENTREPRISES

11.01.- GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA

11.01.1.- GENERALITES

Il est précisé que la gestion du Compte prorata sera administrée par les seules entreprises de l'opération, en dehors de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

C'est l'entreprise du lot 04 - GROS OEUVRE qui aura la gestion *de quelque nature que se soit* du Compte prorata et des dépenses communes de fonctionnement du chantier et en assurera l'administration sur le plan technique, administratif et financier.

L'Entreprise du lot 04 - GROS OEUVRE ne pourra se prévaloir d'aucune omission de quelque nature que se soit vis-à-vis de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

11.01.2.- GESTION – ADMINISTRATION – REGLEMENT

Les modalités de gestion et règlement du compte prorata sont fixées par une Convention Spéciale conclue entre tous les entrepreneurs participant au chantier. Une copie de cette Convention sera adressée, *pour information*, au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre dans un délai de 15 jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

Le Maître d'Oeuvre ne transmettra au Maître de l'Ouvrage les décomptes définitifs de l'entrepreneur que s'ils sont accompagnés d'une attestation justifiant que celui-ci est en règle à l'égard de ses obligations au titre du compte prorata.

La comptabilité du compte prorata est assurée par le gestionnaire (LOT 04- GROS OEUVRE) désigné dans la convention.

Le comité de gestion du compte prorata sera composé conformément à l'Annexe C.3.1. du CCAG – NF P 03-001.

Le Comité de gestion a pour mission de donner son approbation à tout engagement de dépenses et de statuer sur l'imputation des dépenses au compte prorata. Les décisions du comité de gestion sont prises à la majorité des voix.

11.02.- INSCRIPTIONS AU COMPTE PRORATA

Dépenses d'intérêts communs et imputations

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par des factures ou par des attachements. Toutefois, ces attachements devront être établis en 3 exemplaires : l'un pour le créancier, un autre pour la personne chargée de la tenue du compte prorata et le troisième pour le Maître d'Oeuvre.

Déboursés

Les dépenses imputées au compte prorata comprennent les frais réels de la main d'oeuvre d'exécution de l'entreprise (salaires et charges sociales). A cette fin, les attachements devront :

- indiquer le temps passé ainsi que le nom et la qualification de l'ouvrier.
- les fournitures rendues chantier au prix hors taxes facturées à l'entreprise,

À chacun de ces postes, il sera impliqué un multiplicateur dont le pourcentage sera arrêté dès le démarrage du chantier par accord entre les entrepreneurs.

Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 75 % du montant de l'ensemble des travaux aura été traité. A défaut d'accord entre les entrepreneurs, ce pourcentage sera fixé par le comité de contrôle.

Règlements

Les factures seront remises à la personne chargée de la tenue du compte prorata le lot 04 -GROS OEUVRE . Les corps d'état intéressés feront l'avance des prestations sauf cas exceptionnel à décider par la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Dans les 30 jours au plus tard à compter de la réception, chaque entrepreneur devra avoir remis à la personne chargée du compte prorata l'ensemble des factures à imputer à ce compte, accompagné d'un bordereau récapitulatif. Chaque entrepreneur renonce expressément à demander le paiement des factures qui ne seraient pas produites dans le délai précité.

11.03.- SOLDE

Le solde du compte prorata et sa répartition sont établis, après la réception des travaux, par l'entreprise chargée de la tenue du compte. La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Toutefois, pour certaines dépenses expressément énumérées, une règle de répartition différente peut être établie par les documents particuliers du marché ou par accord intervenu entre l'ensemble des entrepreneurs participant au chantier. Ce solde et sa répartition sont communiqués à chaque entrepreneur dans les 60 jours qui suivent la réception des travaux.

Chaque entrepreneur dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître par écrit ces observations. Le tout est soumis dans les 8 jours au comité de contrôle.

Chaque entrepreneur déclare expressément s'en remettre au comité de contrôle pour la fixation de cette contribution.

11.04.- COMPTE INTER ENTREPRISES

Les travaux réalisés par une entreprise du chantier pour le compte d'une autre entreprise feront l'objet d'une facturation directe entre les entreprises concernées. Cette pratique n'est autorisée que pour faciliter le règlement de problèmes mineurs et sous réserve que les travaux effectués entrent dans les compétences de l'entreprise qui les exécute.

11.05.- GESTION DE CHANTIER

REPARTITION DES DEPENSES

La responsabilité de la Gestion et l'organisation du chantier incombe à l'entrepreneur du Lot N° **04 - GROS OEUVRE**

Les travaux nécessaires à l'installation du chantier, et plus traitement toutes les charges découlant de l'organisation matérielle et collective du chantier et nécessaires au bon déroulement des travaux de tous les corps d'état seront effectués par la ou les entreprises concernées suivant le tableau de répartition des tâches à accomplir.

Le coût et les frais correspondants seront supportés par la ou les entreprises figurant dans la colonne dudit tableau prévue à cet effet.

11.06.- NETTOYAGE DU CHANTIER

Rappel des Textes à prendre en compte

- Loi N° 75.633 du 15 Juillet 1975 (interdiction de brûlage, abandon ou enfermement de déchets)
- Loi N° 92.646 du 13 Juillet 1992 (stockage, élimination et transport des déchets).
- Décret du 13 Juillet 1994 (déchets d'emballage)
- Décret du 30 Juillet 1998 (obtention d'un Récépissé de déclaration)

L'entrepreneur chargé du Compte prorata devra assurer la propreté du chantier pendant toute la durée des interventions de tous les corps d'état. Il est précisé que le chantier fera l'objet d'un tri obligatoire des déchets.

Le tri sera arrêté au cours de l'étude en concertation avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur de Sécurité. Ces tris devront répondre aux Lois et Décrets en vigueur au moment de l'exécution des travaux. Cela concerne :

- La signalétique indiquant la nature des déchets
- L'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets
- L'information aux entreprises travaillant sur le chantier et de ses personnels

L'organisation de la gestion des déchets de chantier devra être mise en place au plus tard quinze jours (15) après le démarrage effectif des travaux. Dans le cas de non respect de ces obligations, il sera appliqué une pénalité de sept cent euros hors taxes par jour calendaire de retard.

Chaque corps d'état doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur se charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage délimités par l'entrepreneur de gros oeuvre, en accord avec le Maître d'Oeuvre. Ces emplacements seront équipés de bennes par l'entrepreneur de gros oeuvre qui les évacuera aussi souvent que nécessaire.

Chaque entrepreneur doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. En application de ces principes et éventuellement par dérogation à ces principes, les divers nettoyages énumérés ci-dessous sont à la charge des entrepreneurs suivants :

1. nettoyage après exécution des travaux de plâtrerie : entrepreneur de plâtrerie,
2. nettoyage après carrelage : entrepreneur de carrelage,
3. nettoyage des sanitaires : entrepreneur de plomberie,
4. parachèvement du nettoyage nécessaire à la préparation des sols avant travaux de carrelage ou revêtement des sols : entrepreneur de gros œuvre
5. nettoyage général intérieur avant réception : entrepreneur de peinture
6. nettoyage des combles : entrepreneur de Gros œuvre
7. nettoyage et enlèvement des déchets stockés aux endroits prévus et leur transport aux décharges publiques : entrepreneur de gros oeuvre,
8. évacuation des emballages : reste à la charge du destinataire des matériaux ou matériels emballés

Faute d'effectuer ces nettoyages dans un délai de 5 jours à compter de la notification, ils pourront être exécutés par une autre entreprise au compte de l'entreprise défaillante et retirée directement sur le montant de ses situations de travaux.

11.06.01. Tableau de liaison inter entreprises

Désignation des Prestations	Travaux exécutés Par l'entreprise concernée	Frais à la charge de :	Remarques
Gestion et Administration Générale du Chantier			
Constat des lieux existants et conservés du bâtiment Extension et Notre Dame avant tout début de travaux et à la réception de l'opération	LOT 01 – DEMOLITION LOT 02 – FONDATIONS LOT 03 - TERRASSEMENT Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	Concerne, <i>en principal</i> , la protection des locaux occupés et des abords du pavillon concerné et de chaque pignon
Coordination et interface avec le Coordonnateur de Sécurité au titre de l'Hygiène et la Sécurité du chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	Concerne, <i>en principal</i> , la protection des locaux occupés et des abords du pavillon concerné et de chaque pignon
Installation de chantier			
Préparation des cantonnements et autres sujétions d'organisation du chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	En coordination avec le Coordonnateur SPS suivant localisation Plan du chantier
Réalisation des plates formes et circulations, pour les emplacements des locaux de toute nature de chantier.	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	En coordination avec le Coordonnateur SPS suivant localisation Plan du chantier
Entretien des accès et circulations dans le chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	En coordination avec le Coordonnateur SPS suivant localisation Plan du chantier
Installation de chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	Suivant description du CCTP – Lot 01 - Gros œuvre
La fourniture et mise en place du panneau de chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	En coordination avec le la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS
La fourniture et mise en place de l'accès et clôture de chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	En coordination avec le Coordonnateur SPS suivant localisation Plan du chantier
Installation de bureaux, vestiaires, réfectoire et sanitaires pour tous les corps d'états évalués pour 50 compagnons environ	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	En coordination avec le Coordonnateur SPS suivant localisation Plan du chantier
Installation de magasins et locaux divers de stockages de matériels et matériaux de toute nature	Par chaque entreprise	Par chaque entreprise	En coordination avec le Coordonnateur SPS suivant localisation Plan du chantier
Dispositions Générales de chantier			
Bouchement de baies entre les chantiers pour limitation des zones de travaux	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	En coordination avec le Coordonnateur SPS suivant localisation Plan du chantier
Exécution des traits de niveaux	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	
conservation des traits de niveaux en cours des travaux, en tant que besoin	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	
Mise en place des protections collectives, tous corps d'état et entretien pendant leurs périodes d'utilisation	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	En coordination avec le Coordonnateur SPS Suivant la Réglementation du Code du Travail
Mise en place des protections individuelles	Par chaque entreprise	Au compte de chaque entreprise	En coordination avec le Coordonnateur SPS Suivant la Réglementation du Code du Travail
Fermetures provisoires portes d'accès au chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	
Nettoyage et entretien, à tout moment, pendant toute la durée du chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	se référer à l'article 11.06 du CCAP.

Désignation des Prestations	Travaux exécutés Par l'entreprise concernée	Frais à la charge de :	Remarques
Taxes de voirie ; s'il y a lieu	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	
Branchement des locaux et/ou emplacements des sanitaires et réfectoire du chantier – eau et assainissement	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	En coordination avec le Coordonnateur SPS Suivant la Réglementation du Code du Travail
Installation et entretien des points d'eau et de vidanges pour les besoins du chantier, à chaque niveau, aménagement de sanitaires et réfectoire	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	En coordination avec le Coordonnateur SPS Suivant la Réglementation du Code du Travail
Consommation d'eau		Compte Prorata	-
Entretien de tous les locaux du chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	Suivant la Réglementation du Code du Travail
Chauffage Chauffage du chantier en tant que besoin	LOT 19 – CVC CHAUFFAGE	Compte Prorata	
Électricité Courants Forts et Faibles Installation des coffrets de comptage d'une puissance suivant étude des besoins et Branchement des locaux et/ou emplacements des sanitaires et réfectoire du chantier	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	Suivant la Réglementation du Code du Travail
Branchement et entretien de l'éclairage du chantier	LOT 18 - ELECTRICITE	Compte Prorata	Suivant la Réglementation du Code du Travail
Consommation électrique	Chaque entreprise	Compte Prorata	
Installation téléphonique	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	Poste téléphone et fax à la disposition des intervenants pour les secours et autres besoins
Communication téléphoniques et redevance d'abonnement	Chaque entreprise	Compte Prorata	Limité en Région Ile de France
Chauffage du chantier en tant que besoin	LOT 19 – CVC CHAUFFAGE	Compte Prorata	
Dispositifs de sécurité de chantier et mise en place de tous matériels et/ou matériaux au titre de la Sécurité et Protection de la Santé	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Suivant la Réglementation du Code du Travail
Établissement des P.P.S.P.S.	Toutes entreprises	Toutes entreprises	Suivant la Réglementation du Code du Travail
Mise à disposition de casques, et équipements spécifiques	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Protections individuelles pour tous intervenants extérieurs
Pharmacie – trousse de secours	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	Suivant la Réglementation du Code du Travail
Évacuation provisoire des eaux pluviales du bâtiment	Lot 06 - Couverture	Lot 06 - Couverture	
Location et mise à disposition de bennes à tous moments – Évacuation des gravats aux décharges publiques et pouvant être affectés à une ou plusieurs entreprises y compris droits de toute nature	Lot 04 - GROS OEUVRE	Compte Prorata	Durant toute la durée du chantier, se référer aux descriptions du CCTP – Lot Démolitions - Gros œuvre
Le démontage, les démolitions et le repliement des installations de chantier et la remise en état des zones après repliement	Lot 04 - GROS OEUVRE	Lot 04 - GROS OEUVRE	Suivant les directives de la Maîtrise d'œuvre et du CSPS
La dépose de magasins et locaux divers de stockages de matériels et matériaux de toute nature	Par chaque entreprise	Par chaque entreprise	En coordination avec le Coordonnateur SPS suivant localisation Plan du chantier
Photos de chantier	Sans objet	Sans objet	Sans objet

ANNEXE 2

LISTE DES PIECES DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES A REMETTRE PAR LES ENTREPRISES

- 1 - Sommaire
- 2 - Plans d'exécution des ouvrages
- 3 - Schémas de fonctionnement
- 4 - Notice d'exploitation
- 5 - Notice technique (Fabricant, Fournisseur)
- 6 - Procès verbaux d'essais acoustiques, réaction au feu
- 7 - Avis Techniques sur les matériaux mis en œuvre
- 8 - Police d'assurance ou attestation d'assurance des matériaux et produits nouveaux
- 9 - Attestation de l'Entreprise (voir annexe 5)
- 10 - Attestations d'assurances civile et décennale prouvant que l'Entreprise est à jour de ses cotisations à la date de la réception des ouvrages
- 11 - Procès verbaux, Essais COPREC N° 1 et 2

Le Dossier des Ouvrages Exécutés « DOE » sera centralisé par un classeur à anneaux de couleur noire. Ce classeur devra intégrer tous les documents graphiques et écrits.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés « DOE » sera remis en TROIS EXEMPLAIRES, dont un exemplaire sur un support reproductible informatique sur CD

Exemple de contenu prévisionnel du DOE

Documents

LOT 01 - DESAMANTAGE – DEMOLITION

- Plan des retraits exécutés
- Certificats d'élimination des déchets amiantés

LOT 02 - FONDATIONS SPECIALES

- Plan de récolement des injections : plan prévisionnel annoté pour modifications apportées à la réalisation
- Plan de récolement des réseaux et fourreaux incorporés sous le plancher bas, annoté si modifications apportées à la réalisation
- Plans de Béton Armé annotés si modifications apportées à la réalisation avec l'accord du bureau de contrôle

LOT 03 - TERRASSEMENTS GENERAUX

LOT 04A - STRUCTURES

LOT 04B - MACONNERIES - COMPLEMENTS GROS ŒUVRE

LOT 04C - ECHAFAUDAGES

- Plan de récolement des fondations : plan prévisionnel annoté pour modifications apportées à la réalisation
- Plan de récolement des réseaux et fourreaux incorporés sous le plancher bas, annoté si modifications apportées à la réalisation
- Plans de Béton Armé annotés si modifications apportées à la réalisation avec l'accord du bureau de contrôle

LOT 05 - CHARPENTE BOIS

- Plan de récolement
- Notes de calcul et plans annotés si modifications apportées à la réalisation, avec accord du bureau de contrôle

LOT 06 - COUVERTURE ZINC

- Plan de récolement
- Détails d'exécution annotés si modifications apportées à la réalisation

LOT 07 - ETANCHEITE

- Notices traitantes des produits mis en œuvre et, le cas échéant, exprimant les modifications apportées
- Plan de récolement

LOT 08 - MENUISERIES EXT. – OCCULTATIONS - VERRIERES -MURS RIDEAUX

- Plan de récolement
- Notices traitantes, Schémas des profilés des produits mis en œuvre et exprimant les modifications apportées

LOT 09A - CLOISONS - DOUBLAGES

- Doublages, cloisons et faux plafonds : notices traitantes des produits mis en œuvre et exprimant les modifications apportées
- Plan de récolement

LOT 09B - FAUX PLAFONDS

- Notices traitantes des produits mis en œuvre et, le cas échéant, exprimant les modifications apportées
- Plan de récolement

LOT 10 - RAVALEMENT - ISOLATION

- Notices traitantes des produits mis en œuvre et, le cas échéant, exprimant les modifications apportées
- Plan de repérage

LOT 11 - SERRURERIE - METALLERIE

- Plan de récolement
- Notices traitantes, Schémas des profilés des produits mis en œuvre et exprimant les modifications apportées
- Note de calcul
- PV essais

LOT 12 - CARRELAGE - SOLS DURS - FAIENCE

- Notices traitantes des produits mis en œuvre et, le cas échéant, exprimant les modifications apportées
- Plan de récolement

LOT 13 - SOLS SOUPLES

- Notices traitantes des produits mis en œuvre et, le cas échéant, exprimant les modifications apportées
- Plan de repérage

LOT 14A - MENUISERIES INTERIEURES

- Plan de récolement
- Notices traitantes, Schémas des produits mis en œuvre et exprimant les modifications apportées

LOT 14B - PARQUETS

- Notices traitantes des produits mis en œuvre et, le cas échéant, exprimant les modifications apportées
- Plan de repérage

LOT 14C - MOBILIERS - EQUIPEMENTS

- Dossier technique

LOT 15 - PEINTURE – REVETEMENTS MURAUX

- Notices traitantes des produits mis en œuvre et, le cas échéant, exprimant les modifications apportées

LOT 16 - ASCENSEUR

- Plans et détails annotés si modifications apportées à la réalisation

LOT 17 - ESPACES VERTS

- Notices traitantes des produits mis en œuvre et, le cas échéant, exprimant les modifications apportées

LOT 18 - ELECTRICITE

- Plans de positionnement des appareillages annotés si modifications apportées à la réalisation
- Schéma des réseaux et tableaux annotés si modifications apportées à la réalisation
- Récolement avec existant

LOT 19 - CVC CHAUFFAGE

- Stations - GTC : plans et détails annotés si modifications apportées à la réalisation
- Installation : note de calculs et plans et détails avec positionnement des robinetteries annotés si modifications apportées à la réalisation
- Plan des réseaux avec sections et débits annotés si modifications apportées à la réalisation
- Plan d'implantation avec dimensions des bouches d'extraction et des grilles d'entrée d'air annotés si modifications apportées à la réalisation

LOT 20 - PLOMBERIE

- Plan de récolement
- Schéma des canalisations, avec modifications apportées à la réalisation